



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00

www.autolibmetropole.fr



DELIBERATION 2015 40 - Avenant n°7 à la convention de délégation de service public

Séance du Comité syndical du 9 novembre 2015

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, autorisant la création du syndicat mixte Autolib',

Vu les statuts d'Autolib' Métropole,

Vu le contrat de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques signé le 25 février 2011, et ses avenants,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article unique : AUTORISE la Présidente à mettre au point et à signer l'avenant n°7 à la convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques.



La Présidente,

Marie-Pierre de la Gontrie

Marie-Pierre de la Gontrie

Avenant n°7

**au contrat de délégation de service public pour la mise en place, la gestion
et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et
d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques**

Entre

Le Syndicat Mixte AUTOLIB' METROPOLE, dont la création a été autorisée par l'arrêté n°2009-192-1 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, ayant son siège au 16, rue de la Banque, à Paris (75002), représenté par Madame Marie-Pierre de la Gontrie, Présidente, dûment habilitée aux fins des présentes suivant délibération du Comité Syndical en date du 9 novembre 2015, ci-après dénommé le « **Concédant** »,

D'une première part,

Et

SOCIÉTÉ AUTOLIB', Société par Actions Simplifiée au capital de 40.040.000 €, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 493.093.256 RCS NANTERRE, dont le siège social est situé 23 rue du Professeur Victor Pauchet, à Vaucresson (92420), représentée par Monsieur Gilles ALIX en sa qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes, ci-après dénommé le « **Concessionnaire** ».

D'une deuxième part,

Le Concédant et le Concessionnaire sont collectivement dénommés les « Parties », et chacun individuellement une « Partie ».



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00

www.autolibmetropole.fr

DELIBERATION 2015 40 – Avenant n°7 à la convention de délégation de service public

Séance du Comité syndical du 9 novembre 2015

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'avenant proposé traite des sujets suivants.

I- Modification de la Limite et du Périmètre de la Concession

Les Parties se sont mises d'accord pour accroître au cas par cas, la Limite de la Concession ainsi que son Périmètre, de manière ciblée. L'avenant entérine les récentes adhésions de Versailles, de la CA Argenteuil-Bezons et de Neuilly-Plaisance, et anticipe les futures adhésions de certaines communes du territoire de Versailles Grand Parc.

II- Ajout d'un second type d'abri d'abonnement

L'abri d'abonnement initialement développé pour le service Autolib' a été installé à 72 exemplaires à ce jour, répartis sur 14 arrondissements parisiens et 40 communes de banlieue.

Sa conception et sa taille avaient été dictées par les exigences fonctionnelles initiales du service Autolib', décrites dans la Convention. Son article 5.1.1.2 prévoyait en effet la présence d'agents du Concessionnaire dans les abris, 12 heures par jour et 7 jours sur 7, pour « assister les Usagers lors de la procédure d'abonnement, et assurer également des fonctions d'accueil, commerciales, d'entretien de premier niveau et de gardiennage. ».

Cette exigence avait conduit le Concessionnaire à concevoir un abri volumineux (le second mobilier urbain le plus volumineux installé à Paris, après les kiosques à journaux), permettant la présence confortable à demeure d'un agent, et doté de placards intérieurs destinés au stockage des produits et accessoires de nettoyage et d'entretien des véhicules et des mobiliers.

Peu de temps après la mise en service d'Autolib', l'Inspection du Travail avait expressément interdit la présence d'agents du Concessionnaire dans les abris, ceux-ci ne constituant pas un environnement de travail conforme à la législation.

Les abris n'ont donc plus eu pour seul usage que d'abriter la borne d'abonnement et ses utilisateurs, rendant leur conception initiale inadaptée et inutilement consommatrice d'espace.

A la demande des communes adhérentes, soucieuses de rationaliser l'occupation de leur espace public, le Concédant a souhaité proposer au Concessionnaire qu'un nouveau modèle d'abri soit introduit dans le service Autolib', dérivé du modèle installé par le Groupe Bolloré pour ses services d'autopartage à Lyon et Bordeaux.

Plus compact, moins cher à produire, à installer et à entretenir, il permet de compléter le maillage d'abris dans les rues très contraintes des arrondissements du centre de Paris et de certaines communes



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

de banlieue, actuellement dépourvus de borne d'abonnement, ce qui augmente d'autant le nombre d'usagers potentiels en facilitant leur abonnement au service.

Le modèle original d'abri reste disponible lorsque l'espace public permet son installation.

III- Déplacement et neutralisation des stations

L'article 4.5.5 de la Convention stipule que les déplacements de Périmètres en voirie demandés par le Concédant et rendus nécessaires par des motifs d'intérêts général et dans l'intérêt de la voirie sont effectués par le Concessionnaire à ses frais, dans les limites de l'article 58 paragraphe 2 se rapportant à la dégradation de la situation financière du Concessionnaire et au rétablissement de l'équilibre par le Concédant.

Le Concédant a souhaité apporter des précisions sur la nature des déplacements visés par cet article 4.5.5 (travaux d'aménagements), sur les conditions de concertation avec le Concessionnaire en rapport avec la mise en œuvre des déplacements et sur les conditions de formalisation de ceux-ci (procédure de notification).

De plus, certaines opérations d'intérêt général opérées sur le domaine de la voirie publique entraînent des neutralisations de stations. Le Concessionnaire a demandé au Concédant de n'être pas doublement pénalisé, à savoir de ne pas avoir de recettes d'exploitation des stations et véhicules neutralisés, de supporter les coûts fixes, et de payer néanmoins au Concédant, les redevances d'occupation sur les périmètres neutralisés.

Cette situation étant inique pour le Concessionnaire, il apparaît justifié que la redevance d'occupation soit réduite selon les principes proposés au point IV ci-dessous.

IV – Effets de la neutralisation des stations sur la redevance d'occupation

Du fait de la neutralisation de plus en plus fréquente des Périmètres en voirie sur lesquels sont installés des Espaces ou Stations Autolib', en raison de travaux de voirie et d'aménagement, d'événements rythmant la vie des collectivités et des citoyens (foire, brocante, défilé, etc..) ou bien de décisions d'autorités de police ou administratives, le Concessionnaire, estimant cette situation inique, avait demandé au Concédant que les redevances d'occupation soient réduites au prorata du temps de neutralisation qui lui a été imposé. Après des discussions entre les Parties, le Concédant n'a pas vu d'objection pour autant que cette réduction de la redevance d'occupation ne concerne que des durées de neutralisation supérieures à 15 jours - pour ne pas pénaliser les collectivités outre mesure - la réduction de la redevance intervenant ensuite au premier jour de neutralisation.



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr



V- Indicateurs de performance

L'annexe A8-6 à la Convention décrit les modalités d'application des indicateurs de performance.

Par le présent Avenant, il est proposé d'apporter les modifications suivantes aux critères n°3 (Propreté des véhicules et n°5 (Disponibilité et maintenance des bornes d'abonnement, de location et de charge), qui rentreront en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Indicateur n°3 (Propreté des véhicules)

A la demande du Comité Syndical, il a été décidé d'élargir le champ d'application de l'indicateur n°3 afin qu'en plus des moyens mis en œuvre pour s'assurer de la propreté des véhicules, il rende compte des moyens mis en œuvre pour maintenir les Espaces d'abonnement dans un état de propreté acceptable par les usagers.

A cet effet, l'indicateur n°3 est augmenté d'un volet détaillant les moyens mis en œuvre par le Concessionnaire et consistant en 5 nettoyages mensuels par Espace d'abonnement, dont un dédié en particulier au nettoyage de l'ensemble de la structure et des parties vitrées, y compris les parties hautes.

Si le Concessionnaire ne respecte pas son engagement et effectue moins de 4 nettoyages par mois et par Espace d'abonnement, il s'expose à l'application d'un malus de 20€ par nettoyage non réalisé.

Par conséquent, l'indicateur n°3 est renommé « Propreté des véhicules et des Espaces d'abonnement ».

Indicateur n°9 (Disponibilité et maintenance des bornes d'abonnement, de location et de charge)

Les parties se sont également entendues afin d'apporter des précisions quant aux modalités d'application de l'indicateur n°9. Ainsi, les causes d'indisponibilité seront désormais réparties en deux catégories selon que la responsabilité de l'indisponibilité incombe immédiatement au Concessionnaire ou non.

La répartition des causes d'indisponibilité est la suivante :

Motifs	Responsabilité du Concessionnaire
Problème technique (hors motifs listés ci-après)	Immédiate
Problème matériel	
Événement (exemple : brocante, événement sportif entraînant la fermeture d'une station, ...)	Durée de l'événement + 12h
Travaux de voirie	Durée des travaux + 24h
Incendie	Au delà de 60 jours
Vandalisme	

**Autolib' Métropole**

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00

www.autolibmetropole.fr

Problème d'alimentation électrique	Au delà de 10 jours
Problème de réseau ADSL	
Problème de réseau mobile (3G)	Au delà de 14 jours

Par ailleurs, et pour encourager la réactivité du Concessionnaire, le montant du malus lié aux situations critiques passe de 20€ par tranche de 24h à 30€ par tranche de 24h pour les indisponibilités dont la durée excède 7 jours consécutifs :

Pour tous les cas d'indisponibilité relevant de la responsabilité du Concessionnaire :

Durée d'indisponibilité	Montant du malus
< à 48 h	➤ pas de malus
> à 48 h et < à 7 jours	➤ malus de 20€ par tranche de 24h après les 24 premières heures d'indisponibilité
> à 7 jours	➤ la malus passe à 30€ par tranche supplémentaire de 24 heures

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente,

Marie-Pierre de la Gontrie